

Michelle Bachelet : cheffe d'Etat

Autor(en): **Bochaton, Aline / Bachelet, Michelle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[94] (2006)**

Heft 1501

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282976>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Michelle Bachelet: cheffe d'Etat

Michelle Bachelet est devenue le 11 mars dernier la première présidente du Chili. Un événement historique, pour un pays particulièrement marqué par le machisme, la misogynie et l'influence d'une Eglise très conservatrice, et qui est le dernier jalon d'une carrière exceptionnelle à tous points de vue.

ALINE BOCHATON

«Je réunis tous les péchés», aime-t-elle plaisanter. Femme, socialiste, célibataire, agnostique, mère de trois enfants de pères différents: à 54 ans, elle accumulait les handicaps. Elle est pourtant devenue cheffe d'Etat, pour un mandat de quatre ans, après l'avoir emporté avec 53% des voix lors du deuxième tour des élections, le 15 janvier dernier.

Des inégalités fortes

Au Chili, selon les statistiques, une femme sur deux a été victime de violences de la part d'un homme de la famille, et parmi elles, près d'un tiers a reçu plus qu'un coup.

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que ce pays est celui où la participation des femmes sur le marché du travail est la plus basse d'Amérique du Sud. Et quand elles travaillent, elles reçoivent 67 % du salaire des hommes, à qualification égale. Un chiffre qui n'a augmenté que de deux points depuis le retour de la démocratie en 1990. A ce rythme, il faudra presque 250 ans pour que les femmes reçoivent le même salaire que les hommes.

La publicité pour les préservatifs a été interdite jusqu'en 2000, la loi autorisant le divorce n'a été votée qu'en 2004, et l'avortement est toujours pénalisé, même en cas de danger pour la vie du fœtus ou de la femme enceinte. Il y a trois ans, l'histoire de Griselle Rojas avait défrayé la chronique. Cette jeune femme enceinte présentait un grave problème au niveau du placenta, qui grandissait au point de présenter la forme d'une tumeur. Il existait le danger que des cellules embryonnaires se déplacent dans d'autres parties du corps et se transforment en cancer. Par ailleurs, le fœtus présentait de graves déformations chromosomiques qui fai-

saient qu'il ne pourrait pas survivre. La seule solution pour sauver la vie de cette jeune femme était une interruption de grossesse, pourtant refusée catégoriquement par les autorités sanitaires, au motif que l'avortement thérapeutique n'était pas à l'ordre du jour, malgré la demande insistante du président du Collège médical chilien. Finalement, les médecins ont «profité» du fait que sa santé se détériorait gravement pour officiellement effectuer une «micro-césarienne», qui n'était en fait rien d'autre qu'une interruption de grossesse.

Pragmatisme

Dans ce contexte, l'élection d'une femme à la tête de l'Etat a de quoi surprendre. Michelle Bachelet ne se revendique pas comme féministe, ce qui serait plutôt mal vu ici. Hors de question pour elle de promettre la légalisation de l'avortement ou du mariage homosexuel: «Dans la vie, j'ai appris que pour pouvoir aller de l'avant sur certains thèmes, il est impossible que l'Etat aille plus loin que là où la société peut aller, dit-elle de façon pragmatique. Les personnes à la tête d'un pays doivent toujours se souvenir qu'il faut atteindre un équilibre entre ce qu'il faut faire et ce qu'on peut faire».

Ainsi, au lieu de parler d'avortement, elle a choisi de parler de prévention des grossesses adolescentes, d'éducation sexuelle, de planification familiale et a glissé que l'avortement thérapeutique (qui était légal dans les années 40 et jusqu'à la fin du gouvernement militaire d'Augusto Pinochet) pourrait être remis sur la table. Comme ministre de la Santé, elle avait tenté et obtenu la légalisation de la pilule du lendemain.

Au lieu de parler de mariage homosexuel, elle s'est contentée de souligner

l'importance de régulariser la situation légale des couples homosexuels, introduisant ainsi l'idée d'un pacte social. Ce qui a déjà été une véritable révolution.

Si Michelle Bachelet n'est pas féministe, certaines de ses promesses électorales et ses premières actions au gouvernement le sont. Son cabinet est formé par 50 % de femmes, du jamais vu.

Parmi les mesures promises, celles concernant les femmes sont légion: égalité des salaires entre hommes et femmes, création de crèches, développement de la prévention de la violence contre les femmes, réforme des systèmes de sécurité sociale et de retraites avec une perspective de genre, loi de parité pour les élu-e-s, modification de la loi sur le harcèlement sexuel et loi sur les droits sexuels et reproductifs.

Et pendant la campagne, le miracle s'est produit: les deux candidats les mieux placés, tous deux de droite, tous deux conservateurs, se sont vu obligés de prendre le pli et ont soudain montré une grande inquiétude face aux discriminations de genre, promettant à leur tour de lutter contre ce fléau.

Une vie exemplaire

La vie de Michelle Bachelet est exemplaire. Toujours première de la classe, chirurgienne, pédiatre et épidémiologiste parlant couramment cinq langues (espagnol, anglais, allemand, français et portugais), sans compter ses notions de russe, elle a effectué un master en Sciences militaires et stratégiques aux Etats-Unis. De quoi clouer le bec à ceux qui doutaient de sa capacité à diriger le ministère de la Santé d'abord (2000-2002), puis celui de la Défense (2002-2004).

C'était la première fois en Amérique latine qu'une femme était nommée à ce





L'Amérique latine croit aux femmes

poste. Une belle revanche pour cette femme dont le père, lui-même colonel, mais opposé au coup d'Etat, est mort sous la torture en 1974, et qui a elle-même été enlevée, détenue dans un centre de détention illégal avec sa mère, et torturée pendant la dictature d'Augusto Pinochet. Vingt-sept ans plus tard, Michelle Bachelet, vêtue du même uniforme que ses anciens tortionnaires, passait en revue les troupes, au garde à vous devant elle, imposant le respect et l'admiration de tous.

Jusqu'à son arrivée au pouvoir, elle vivait dans un immeuble de l'est de Santiago. Un de ses tortionnaires, un officier de l'armée, était un de ses voisins... Loin d'avoir un esprit revancharde, Michelle Bachelet, en tant que ministre de la Défense, a su surmonter le passé et favoriser une réconciliation historique entre civils et militaires.

Pourtant, la nouvelle présidente s'évertue de garder une image «féminine», condition indispensable pour qu'on ne la prenne pas pour une virago. «Bachelet a toujours mis en valeur son rôle de mère sans exposer ses enfants ni les transformer en un outil de campagne, explique Bet Gerber, responsable de la section Genre de la Fondation Friedrich Ebert, Dans une autre dimension de l'univers traditionnellement lié au féminin, Bachelet se donne la liberté de parler d'amour, en déclarant lors de certaines interviews qu'elle voudrait tomber amoureuse, sans tomber dans le chichiteux. Ce serait étonnant qu'un candidat homme puisse faire ce genre de confidence sans que cela fasse jaser».

Aujourd'hui, sa mission est d'une ampleur considérable: réduire la pauvreté, dans un pays où la brèche entre riches et pauvres est une des plus importantes d'Amérique latine, alors même que le Chili peut se vanter de posséder une des économies les plus solides de la région.

Michelle Bachelet est la sixième femme latino-américaine à accéder à la tête de l'Etat. Mais seulement la troisième à avoir été élue à ce poste par suffrage universel direct.

Avant elle, Maria Estela Martinez en Argentine (1974-1976) avait été la première à être désignée présidente, après la mort de son mari, le général Juan Domingo Peron, dont elle était la vice-présidente. Un coup d'Etat militaire avait mis fin à ses fonctions.

En 1979, la bolivienne Lidia Gueiler, qui était présidente de la Chambre des Députés, est devenue cheffe d'Etat par intérim après une tentative ratée de coup d'Etat. Mais elle a été elle-même renversée par un autre coup d'Etat, un an plus tard.

Violeta Chamorro, au Nicaragua, a été la première femme d'Amérique latine élue en tant que telle, et aussi la première à effectuer la totalité de son mandat (1990-1997). L'a suivie la panaméenne Mireya Moscoso (1999-2004), veuve d'un ancien président du pays, Arnulfo Arias, et qui a elle aussi atteint son poste après des élections directes.

Enfin, Rosalia Arteaga, en Equateur, détient le titre de la présidente la plus éphémère de l'Histoire, puisqu'elle n'est restée que six jours au pouvoir, après la destitution du président Abdala Bucaram, dont elle était la vice-présidente. Elle dut céder la place à Fabian Alarcón, désigné par le Parlement pour remplacer Bucaram.

Cette année, une autre Latino-américaine pourrait être élue présidente : la candidate de droite aux élections péruviennes, Lourdes Flores, qui caracole en tête de tous les sondages. «Avec le triomphe de Michelle Bachelet, je suis sûre de gagner, parce que je sens que je représente une option de changement pleine d'avenir et je crois que ce qui a commencé au Chili est une option de changement très significative, affirme-t-elle. L'histoire de l'Amérique latine sera différente et à partir du 28 juillet, deux femmes gouverneront dans nos pays».

Et elles pourraient être bientôt suivies par l'Argentine Cristina Fernandez, l'épouse de l'actuel présidente Nestor Kirchner, et qui pourrait être la candidate aux élections présidentielles de 2007. Son leadership, au sein du Parti Justicialiste dont elle fait partie, et auprès de l'opinion publique, est indéniable, après son écrasante victoire aux élections législatives de la province de Buenos Aires, principal district du pays, qui représente 40% de l'électorat, et généralement le tremplin direct vers la présidence.

Ces dernières législatives, en octobre dernier, ont d'ailleurs été l'occasion de montrer à quel point les femmes ont percé en politique en Argentine. Le principal rival de Cristina Fernandez dans la province de Buenos Aires était... une rivale, Hilda Gonzalez, l'épouse de l'ancien président Eduardo Duhalde (2002-2003).

Au Chili, Michelle Bachelet vient de nommer une femme au poste de ministre de la Défense. C'est aussi ce qu'a choisi de faire Nestor Kirchner en Argentine, avec Nilda Garré. Une autre femme à la tête d'une des institutions les plus machistes de la région.